

23 septembre	Simon Reisman quitte la table des négociations en déclarant : "J'ai suspendu les négociations parce que les États-Unis ne répondent pas sur des points essentiels pour le Canada." Le Premier ministre déclare à la Chambre des communes : "Le Canada a fait tout en son pouvoir pour conclure cet arrangement, c'est maintenant aux États-Unis de bouger." Les premiers ministres des provinces sont informés par téléphone de la suspension des négociations. Le représentant au Commerce Yeutter affirme : "Nous sommes prêts à reprendre les pourparlers et à négocier 24 heures sur 24 s'il le faut pour parvenir à un accord avant la date limite."
21-23 septembre	Vingt-deuxième séance de négociations (Washington).
21 septembre	Les négociations se poursuivent à Washington.
19 septembre	Le ministre des Finances Wilson et le chef de Cabinet Burney rencontrent le secrétaire au Trésor Baker à Washington pour faire le point des négociations.
14 septembre	Rencontre des premiers ministres à Ottawa. Le Premier ministre indique que d'importants obstacles restent à surmonter mais qu'un accord est encore possible.
10-11 septembre	Vingt et unième séance de négociations (Washington).
26-29 août	Rencontre annuelle des premiers ministres des provinces à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick). Ceux-ci exhortent le gouvernement fédéral à user de tous les "moyens stratégiques" dont il dispose pour contrer le "harcèlement" commercial auquel se livrent les États-Unis. Ils affirment que le principal objectif des négociations est "de nous assurer l'accès au marché américain".
25 août	Le Conseil économique du Canada publie sa toute dernière étude sur le libre-échange. Il y conclut qu'un accord pourrait mener à la création de 189 000 à 350 000